

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je crois que, dans tout système économique semblable au nôtre, le taux des exportations peut fluctuer d'année en année selon la conjoncture qui prévaut au pays. A mon avis, dans toute période d'essor industriel, les importations augmentent. Alors, l'augmentation des importations n'est pas à déplorer. J'invite les exportateurs, dans un document que j'ai publié, à manifester encore plus de vigueur que lorsque le député était ministre du Commerce. Peut-être n'était-ce alors pas possible, mais nous avons progressé depuis avec la Société de développement des exportations qui sera sur pied en septembre. Pour l'instant, la SACE est plus active que jamais, parce que.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre m'excusera de l'interrompre. Le député a une question supplémentaire, je crois. Je m'y attendais. J'avais des réticences au sujet de la première question. Si j'avais proposé de la faire inscrire au *Feuilleton*, notre situation serait plus facile. Les députés savent que la présidence hésite toujours à permettre les questions qui demandent aux ministres de faire des déclarations générales, ce qu'ils font, bien entendu, par de longs exposés. La présidence se trouve ainsi dans une position différente parce qu'elle doit interrompre le ministre qui en réalité ne fait que répondre à une question permise. A mon avis, ce genre de question devrait normalement figurer au *Feuilleton*. Cependant, comme l'a signalé un autre député, nous ne serons pas ici éternellement, et le député peut donc poser sa question supplémentaire.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, en toute déférence pour les décisions que vous rendez et pour la manière dont vous dirigez la Chambre, je renonce à poser ma question complémentaire habituelle.

**M. l'Orateur:** L'honorable député pourrait peut-être changer d'idée plus tard. Si oui, je l'accepterai.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'avais eu l'intention de poser une question semblable au ministre. Cette énorme réduction de plus de 300 millions de dollars en six mois est-elle en grande partie attribuable aux ventes réduites de blé et, si oui, dans quelle mesure?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, je m'informerai. Ce facteur a certainement joué, mais il n'est pas seul. L'an dernier par exemple, il y a eu des grèves aux États-Unis et

[L'hon. M. Hees.]

d'autres circonstances qui ont influencé nos exportations. Je trouve que la baisse de nos ventes de blé n'est pas aussi forte que celle de l'année dernière—nous avons exporté 310 millions de boisseaux de blé cette année contre 325 millions l'an dernier. Le fléchissement avait été plus prononcé par rapport à l'année antérieure.

### L'AIDE EXTÉRIEURE

#### LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT— L'AUGMENTATION DE L'AIDE

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question découle d'un rapport émanant de l'OCDE et publié dans les journaux d'aujourd'hui, suivant lequel le Canada est le pays membre qui fournit le moins d'aide extérieure par rapport au produit national brut. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si le gouvernement projette d'augmenter l'aide du Canada aux pays en voie de développement cette année?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur. Je suis au courant de ce rapport depuis quelque temps déjà. Sauf erreur, il a maintenant été publié. Tout comme le gouvernement et le député, j'aimerais que nous accordions plus d'aide. L'an dernier, le renouvellement relatif à l'AID a provoqué une situation inusitée. L'Association internationale de développement s'est vu attribuer certaines sommes que nous aurions normalement versées l'an dernier. A l'égard de cette aide au développement, nos dépenses au cours des six premiers mois de l'année en cours ont été officiellement de 149 millions de dollars en comparaison de 76 millions l'an dernier. C'est-à-dire que non seulement nous avons accru notre aide, mais encore que des circonstances inusitées se faisaient sentir l'an dernier.

**M. Lewis:** Étant donné que, ces dernières années, les dépenses réelles du Canada au titre de l'aide aux pays en voie de développement étaient parfois inférieures d'autant que le tiers des crédits votés par le Parlement et que nous avons un surplus de blé, le ministre et le gouvernement envisageraient-ils d'employer les crédits non utilisés pour fournir, entre autres choses, du blé et de la farine aux pays dans le besoin?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement a l'intention de combler cet écart. Je signalerais à l'honorable représentant qu'une des raisons pour lesquelles notre